

A lire : Crise ouverte à Madagascar (*L'humanité* 10/01)
FANJA, 15 ans, esclave domestique par tradition (*AFP* 21/01)
Les raisons d'une victoire (*Africa International* 02/02)

POLITIQUE INTERIEURE

Bras de fer

La marche organisée par les partisans du maire a rassemblé 30 à 40 000 personnes, avant de se disperser sans incident. Elle avait pour objectif d'infléchir la décision de la Haute Cour Constitutionnelle, à laquelle ils demandent d'accepter le principe d'un recouplement, bureau de vote par bureau de vote (ils sont environ 16 500), des procès-verbaux collectés par chaque candidat. Cette disposition n'est pas prévue par le code électoral. (*AFP* 4/01).

Les 10 à 15 000 partisans de MARC RAVALOMANANA ont fait reculer les quelque 500 forces de police chargées de les contenir. On compte une vingtaine de blessés (un a dû être amputé d'une jambe) et un enfant est mort asphyxié par les gaz d'une grenade lacrymogène. C'est au cours de leur repli que les forces de l'ordre, abandonnant leurs boucliers sur place, ont fait usage des grenades, dont certaines sont tombées au milieu d'une file d'attente devant une banque. Le calme est revenu en début d'après-midi, après que les manifestants aient incendié une voiture de police. (*AFP* 7/01)

Les manifestations se succèdent sur la place du 13 mai. Le rendez-vous commence et finit par des chants religieux, catholiques au début, protestants à la fin du rassemblement. 100 à 120 000 personnes se réunissent chaque matin. La foule est jeune, mobile, sensibilisée aux risques de provocation. Très attentive aux discours parlant de justice électorale, de changement dans la paix civile, elle se disperse en 15 minutes, lassant l'avenue de l'Indépendance à l'unique arroseuse-balayeuse municipale. M. RAVALOMANANA a la réputation de priser au plus haut point l'ordre et la propreté. (*AFP* 9/01) « Le pays va à la dérive » constate le Président RATSIRAKA, qui indique se présenter « car la relève n'est pas assurée ».

Le syndicat patronal des sociétés de la zone franche menace de fermer une centaine d'usines si les actes de vandalisme et d'intimidation envers le personnel se poursuivent. Un groupe de jeunes avait forcé les employés d'une vingtaine d'entreprises à rejoindre la place du 13 mai, saccagé des bâtiments et des véhicules. Ces zones franches assurent, essentiellement par l'industrie textile délocalisée de firmes étrangères, plus de 70 % des exportations manufacturières de l'île, faisant de ce secteur d'activités le premier pourvoyeur d'emplois et de devises du pays avec 170 M euros de rentrées nettes par an. (*AFP* 10/01)

Le « consortium d'observateurs » constate que M. RAVALOMANANA mène au premier tour, sans toutefois conclure à sa victoire. Il relève des dérapages et des actes frauduleux commis par les ministères de l'intérieur et de l'information, chargés d'organiser les élections.

Les chefs des 7 plus importantes représentations diplomatiques à Antananarivo ont exprimé leur « profonde préoccupation » et souhaité qu'il soit procédé à une « interprétation commune des résultats ». Chacun est conscient qu'en recourant à la pression de la rue sur le processus institutionnel, M. RAVALOMANANA joue un scénario déjà connu (1992 départ de RATSIRAKA, 1997 départ de ZAFY). Le *fihavanana*, ce sacro-saint consensus malgache, sera t-il

encore une fois l'ultime rempart encas de crise ? La situation suscite aussi une profonde inquiétude parmi les classes sociales défavorisées : paysans, éleveurs, ouvriers des zones franches, tous craignent que le pays ne revive des violences comparables à celles des années 1990.

L'organe central de l'OUA appelle les Malgaches à faire montre d'un « maximum de retenue » et à demeurer clames. Tout laisse à penser que les résultats vont conduire à un second tour, à moins que la HCC ait enregistré tellement d'irrégularités qu'elle serait conduite à annuler purement et simplement le premier tour. Celle que les malicieux appellent « Habituee à Changer les Chiffres » a confié la confrontation des procès verbaux au Conseil National Electoral, tout en soulignant que ces travaux ne seraient consultés qu'à titre de « renseignement ». En attendant, les forces de l'ordre se font oublier. (AFP 11/01, *Le Monde* 14/01)

Depuis le début de la campagne, les radios et télévisions libéralisées au début des années 1990 ont servi de relais aux candidats. L'un des premiers à se servir de cette libéralisation des médias a été le président RATSIRAKA lui-même : l'un de ses conseillers a transformé une petite société de production vieillotte et mal équipée en une chaîne TV Plus. MBS, l'outil de propagande de MARC RAVALOMANANA dispose de locaux neufs et de matériels ultramodernes, et l'équipe est motivée par des salaires dont n'oseraient pas rêver les journalistes de TV Plus. (*Le Monde* 15/01)

Le 11 janvier, M. RAVALOMANANA appelle ses partisans à suspendre les manifestations, et ce jusqu'à la publication des résultats officiels, tout en promettant de reprendre si les résultats ne sont pas conformes à ses attentes. De son côté, le Consortium demande à la communauté internationale de faire pression sur le pouvoir pour qu'il accepte une consultation des décomptes des voix effectuée par l'opposant... une méthode rejetée par D. RATSIRAKA parce qu'elle prendrait au moins 3 mois.

Le président américain G. BUSH appelle les autorités à respecter « la volonté du peuple malgache », et demande une solution transparente, juste et démocratique au différend électoral qui a conduit à des manifestations de rue. (AFP 14/01)

3 partisans de M. RAVALOMANANA ont été interpellés à Mahajanga, des cocktails Molotov ayant été découverts dans un véhicule de sonorisation. (AFP 15/01)

Banderoles aux couleurs de leurs entreprises, lycées, administrations ou simples boutiques, les manifestants ont convergé vers la Place du 13 mai pour écouter M. RAVALOMANANA, maire de la capitale et riche homme d'affaires, devenu le leader de l'opposition. Celui-ci a appelé la foule à revenir chaque jour. Au même moment, le président RATSIRAKA accusait son adversaire de préparer une dictature nazie, lors d'une conférence de presse au palais présidentiel, et soulignait « qu'il n'a pas de majorité à l'Assemblée Nationale ni au Sénat ». D'un côté on dénonce le pillage du pays par la famille RATSIRAKA et les 40 familles, de l'autre on rappelle que le code du travail est ignoré dans les usines *Tiko*. (AFP 21/01/2002)

Le mouvement s'essouffle, le pouvoir misant sur l'usure en l'absence de résultats officiels. Le gros de la manifestation était composé, lundi, de lycéens plus enclins à admirer les jeunes des rues à danser sur le modèle des rappeurs américains qu'à écouter les explications juridiques des orateurs. Il y a 10 jours, la majorité des manifestants étaient des ouvriers et des membres de la classe moyenne. (AFP 21/01) La HCC, seule habilitée à proclamer les résultats officiels du scrutin, sans appel possible, s'est retranchée dans une petite station balnéaire pour échapper aux pressions de la rue. Le 25 janvier, son président annonce 46,21 % pour M. RAVALOMANANA contre 40,89 % au président sortant : un second tour doit donc être organisé dans les 30 jours. La HCC a rejeté le recours du maire, qui accusait le président de violation de la Constitution en lui reprochant d'avoir usé des

prérogatives et des moyens matériels de la puissance publique dans sa campagne. L'annonce des résultats a été accueillie avec calme dans la capitale. (AFP 25/01)

La France est favorable à la tenue d'un second tour et demande « le respect de l'état de droit par tous les candidats et la sauvegarde de la paix civile ». « La France s'interdit toute ingérence, elle n'est pas pour autant indifférente ». Devant quelque 300 000 partisans « Marc » a répété qu'il n'acceptait pas la décision de la HCC. Certains rappellent qu'en 1991, les manifestations avaient duré plusieurs mois, et « qu'ils ont cédé ». Mais le 10 août 1991 RATSIRAKA avait ordonné à la police de tirer sur la foule. Bilan : une centaine de morts au moins.

Grèves générales

Le 26 janvier, M. RAVALOMANANA appelle à la grève générale. L'économie malgache peut-elle se le permettre ? Dans un secteur en fort développement de la zone franche, qui emploie environ 100 000 personnes, devenu grâce au textile le premier pourvoyeur de devises du pays, le message est clair : le moindre retard dans les livraisons entraîne automatiquement des annulations de commandes dans un secteur où la concurrence d'autres « pays-ateliers » est très vive. En 1991, la grève générale avait duré 4 mois parce que les grévistes avaient été intégralement payés, et elle avait cessé dès que le Premier ministre avait annoncé que l'Etat ne paierait plus les fonctionnaires. Cette fois-ci il faudra qu'ils se mettent en disponibilité ou en congés ; dans le privé, les salariés seront autorisés à s'absenter le matin sachant que ces heures devront être compensées, le soir principalement. (AFP 27/01)

Le second tour est fixé au 24 février.

Les vols aériens, les transports routiers de voyageurs et de marchandises sont à l'arrêt, la compagnie d'eau et d'électricité assure le service minimum, les banques sont fermées. Le 28 janvier, 500 000 manifestants étaient rassemblés dans le centre de la capitale sous une chaleur écrasante : les cadres de banque en costume-cravate côtoyaient des ouvriers en bleu de travail ou des fileuses des usines textile de la zone franche en blouse d'atelier. C'était la plus grande manifestation de l'histoire de Madagascar de « puis son indépendance, de l'avis unanime de journalistes locaux et de personnes âgées. Les magasins sont restés fermés par peur des casseurs. (AFP 28/01)

Le Conseil de Sécurité de l'ONU se déclare « inquiet de la situation trouble » et demande que le second tour se déroule « d'une manière libre et transparente, en présence d'observateurs internationaux » et que les deux candidats s'abstiennent d'employer la violence. L'Assemblée parlementaire de la Francophonie, considérant que les positions des deux candidats divergent et se radicalisent, demande que « la volonté du peuple malgache soit respectée ». Le secrétaire général de l'OUA AMARA ESSY estime qu'il « faut aller au 2^{ème} tour ; si le maire de Tana pense avoir obtenu 56 % des voix, le 2^{ème} tour sera comme enfoncer une porte ouverte », et il annonce sa venue sur la Grande Ile. (AFP 28/01)

M. RAVALOMANANA procède à une démonstration de force en faisant marcher sur la télévision et la radio d'Etat un demi million de manifestants. La délégation a obtenu qu'elles donnent un meilleur accès sur leurs ondes à leur candidat. La foule s'est ensuite dispersée devant le stade municipal, qui était le point de ralliement. Porté par le succès de ses manifestations, M. RAVALOMANANA avait en vue de se faire proclamer président dans le stade, mais il a renoncé au dernier moment, assure une source occidentale, parce que les bailleurs de fonds internationaux l'ont averti que la communauté internationale ne lui accorderait pas son soutien s'il sortait de la légalité. (AFP 29/01)

L'audiovisuel public, le seul à desservir tout le pays, est le « nerf » de la crise : pour le maire de la capitale, l'extension du mouvement dans les provinces demeure une nécessité absolue pour donner à sa revendication du pouvoir une légitimité nationale.

Au 4^{ème} jour de la grève générale, seuls les commerces de détail et les stations-service étaient ouverts dans la capitale. (AFP 31/01).

Division croissante au sein du Conseil des Eglises chrétiennes : les protestants (45 % de la population) soutiennent publiquement M. RAVALOMANANA, (qui est le vice-président du FJKM) tandis que l'église catholique (39 %) ne soutient officiellement aucun candidat.

Mardi 5 février avait été décrété « journée ville morte » par M. RAVALOMANANA « nous allons démontrer que le peuple exécute les ordres que je donne ». Antananarivo représente 60 à 70 % du PNB du pays et 80 % des recettes en devises.

Le ralliement de tous opposants à Ratsiraka autour de M. RAVALOMANANA est opportuniste, estime *L'Autre Afrique* : chacun se place pour le partage des portefeuilles ministériels et autres charges, et les ambitions personnelles risquent de faire exploser l'unité de façade. Alors, gare au réveil. (5/02)

Aux représentants de la Banque Mondiale et du FMI qui chiffrent le coût des grèves à 12 ou 14 M \$ par jour, M. RAVALOMANANA répond que « les problèmes politiques et sociaux doivent être réglés d'abord et que nous nous occuperons de l'économie après. Nous ferons tout pour rattraper les pertes quand nous serons au pouvoir, la population a d'abord soif de justice ». En 10 jours, les pertes dépassent le budget annuel pour le secteur de l'éducation et de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, soulignent ces économistes. (AFP 6/02)

Double pouvoir

D'un côté il y a un régime enfermé à Iavaloha (le palais-bunker du président RATSIRAKA, à une dizaine de km de la ville), de l'autre un homme qui décide de presque tout dans la capitale » commente un diplomate. Certains ministres n'obéissent plus totalement au chef de l'Etat et même ceux qui lui sont fidèles ne sont plus suivis dans leurs administrations. De facto, en vidant chaque jour les entreprises, les banques et les administrations de leur personnel, en décidant de l'agenda des vols aériens, en contrôlant la banque centrale, M. RAVALOMANANA prouve qu'il détient une grande partie des pouvoirs. Pourquoi seulement à Tana ? Parce qu'en province, les forces de l'ordre dispersent les manifestations, affirme t-il. (AFP 5/02)

A moins d'un rebondissement de dernière minute, on s'achemine vers le report du second tour (concession du camp présidentiel) et une participation de M. RAVALOMANANA, sous réserve que les conditions qu'ils posaient soient satisfaites (comparaison des résultats du 1^{er} tour). En quittant la Grande Ile après avoir rapproché les parties, le secrétaire général de l'OUA confie la suite des négociations à son chargé des affaires politiques, SAID DJINNIT. Il a réussi là où la mission parlementaire francophone a échoué (se faire rencontrer les 2 candidats), et accompagné le maire de la capitale jusqu'à la tribune de la place du 13 mai, afin de l'épauler dans une délicate explication de son revirement aux centaines de milliers de manifestants qu'il chauffe chaque jour à blanc, et à qui il avait affirmé qu'il n'irait pas au palais. AMARA ESSY a aussi publiquement asséné leurs quatre vérités aux deux candidats. Première journée de négociations entre les deux camps, sous l'égide de l'OUA. L'objectif est de fixer les modalités d'un accord global : report du second tour, définir les garanties qui assurent un scrutin régulier, en particulier grâce à la venue de nombreux observateurs internationaux et d'urnes transparentes. Une commission de confrontation, composée de 5 « techniciens » de chaque camp, doit être constituée. (AFP 13 & 15/02)

Après bien des tergiversations, la « cérémonie d'investiture » a eu lieu au stade municipal. Elle s'est déroulée sans violence, et fut suivie de liesses populaires. « Devant Dieu et le peuple (...) je m'engage (...) pour l'unité nationale et les droits de l'Homme » a déclaré

M. RAVALOMANANA. Seuls les sièges réservés aux diplomates étrangers sont restés vides. La prise de pouvoir avait été annoncée 2 jours auparavant, et comme ironise un de ces étrangers « c'est une première historique et mondiale que je sache, quelqu'un qui dit, après demain je fais un coup d'Etat ». (AFP 20 & 22/02)

Dérapages & violences

« Disparition » d'un Franco Malgache, CHRISTIAN RANDRIAMASINORO ? (Le Monde 20/01)

Des heurts entre des jeunes au front ceint d'un bandeau rouge (pro RATSIRAKA) et les pro-RAVALOMANANA a fait plusieurs blessés, selon un journaliste local. La situation était tendue vendredi, les deux camps n'hésitant pas à s'affronter à la fronde, une arme très prisée sur l'île (AFP 3/02)

3 gardiens de nuit de la radio privée de M. RAVALOMANANA à Fianarantsoa ont été blessés par un commando d'une dizaine d'homme cagoulés. L'attaque s'est soldée par l'incendie des locaux. En représailles, semble t-il, les domiciles de 2 députés ont été incendiés dans la région d'Antsirabe. (AFP 24 & 25/02)

2 jeunes abattus par le garde du corps d'un député pro-RATSIRAKA : ils incendiaient la villa d'un député. (AFP 26/02)

Plusieurs centaines de manifestants pro-RATSIRAKA dont fait face à plusieurs milliers de partisans de M. RAVALOMANANA : les deux camps se sont affrontés à coups de pierres et de bâtons, alors qu'aucune présence militaire ou policière n'était visible. Débordés par le nombre, les pro-RATSIRAKA ont pris la fuite mais ceux qui sont tombés ont été tabassés, dont un a été laissé pour mort. Les autres ont été sauvés du lynchage par le service d'ordre de M. RAVALOMANANA. 14 blessés, dont 2 grièvement, et un mort. Même scénario pour le ministère de l'aménagement du territoire, qui a été envahi : la foule a commencé à détruire le matériel et à pourchasser les 2 fonctionnaires présents, qui ont pu être évacués. (AFP 27/02)

Etat d'urgence et confusion

Un blocus de la capitale a été établi par des barrages installés par les partisans du camp présidentiel sur les 2 principaux axes routiers nécessaires à son ravitaillement. Les réserves de carburant s'épuisent à Tana, les produits frais manquent à Tamatave. (AFP 20/02)

Le président sortant RATSIRAKA a décrété « l'état de nécessité nationale » pour 3 mois, une disposition qui lui permet de légiférer par ordonnance, de réquisitionner l'ensemble des services publics, de contrôler la presse et les communications, d'interdire tout rassemblement et de perquisitionner nuit et jour chez tout suspect d'atteinte à l'ordre public. Les diplomates étrangers interprètent cette réaction comme très modérée face à une importante provocation, fut-elle pacifique. (AFP 22 & 23/02)

Le Premier Ministre T. ANDRIANARIVO bloqué chez lui par 3 barrages successifs, a finalement réussi à s'échapper. 5 ministres seraient également empêchés de rentrer chez eux. Parallèlement, le domicile de M. RAVALOMANANA et la mairie sont protégés par un imposant cordon humain (AFP 25/02)

M. RAVALOMANANA nomme son Premier Ministre : JACQUES SYLLA. Un homme modéré et apprécié de tous les milieux. Une bonne tactique : l'autorité de RATSIRAKA (y compris sur l'armée) semble se détruire petit à petit, et son camp se désunir : 2 ministres préfèrent démissionner.

Après une journée d'affrontements entre partisans des 2 camps, qui a fait 14 blessés, le couvre-feu est décrété par le gouverneur et le préfet de police... mais inapplicable.

Le président RATSIRAKA décrète l'instauration de la loi martiale dans la capitale, et confie ses pouvoirs locaux au général LEON CLAUDE RAVELOARISON, nommé gouverneur militaire de la ville pour la circonstance. Ce dernier privilégie la négociation et tente de faire lever les barrages. (AFP 28/02)

RELATIONS INTERNATIONALES

*** AFRIQUE :**

Le secrétaire général de l'OUA condamne « l'action illégale » du maire de la capitale, tandis que le conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien appelle les responsables politiques à reprendre le dialogue. (AFP 22/10)

*** AUTRES :**

Les USA font objection à la décision de M. RAVALOMANA de s'auto proclamer président, et la presse d'en examiner les répercussions . Un second tour comme prévu, ou à défaut un référendum leur conviendraient bien . (AFP 22 & 26/02)

La France condamne la « tentative de coup de force » et la présidence espagnole de l'UE appelle au respect du calendrier électoral. (AFP 22/02) Des tracts intitulés « avis aux Français » font leur apparition, dénonçant le « soutien » de la France à D. RATSIRAKA ; plusieurs journalistes français ont été invectivés. (AFP 22/02) Réponse de l'intéressé : « je n'ai pas pris le pouvoir de force, j'y ai été poussé par le peuple, sans violence dans le calme ». L'UE « déplore le fait accompli qui s'est instauré à Madagascar en dehors des règles constitutionnelles et des principes requis dans l'accord de Cotonou » et appelle au dialogue.

VIE SOCIALE & ECONOMIE - DROITS DE L'HOMME

*** ECONOMIE**

La saison touristique paraît compromise. Les entreprises tournent au ralenti, le blocus pénalise l'économie des grandes villes.